

CENTRE D'ÉTUDES CONSTITUTIONNELLES
ET ADMINISTRATIVES

18

DROIT ADMINISTRATIF ET SUBSIDIARITÉ



Sous la direction de Robert ANDERSEN et Diane DÉOM
Professeurs à l'Université catholique de Louvain

Stefan BARRIGA, J. Sérvulo CORREIA, Winfried KLUTH,
Willem KONIJNENBELT, Bruno LOMBAERT, Mariano LÓPEZ BENÍTEZ,
Alain-Serge MESCHERIAKOFF, Pierre NIHOUL, Petros PARARAS,
Manuel REBOLLO PUIG, Eivind SMITH, Epaminondas SPILIOPOULOS,
Marc THEWES, Luciano VANDELLI et James Stewart WATSON

BRUYLANT
BRUXELLES

2 0 0 0

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Introduction , par Diane DÉOM	11
Autriche , par Stefan BARRIGA	17
I. — LA NOTION DE SUBSIDIARITÉ DANS LE DROIT AUTRICHIEN	17
II. — LA SUBSIDIARITÉ TERRITORIALE	18
A. — <i>L'autonomie administrative des collectivités locales</i>	18
B. — <i>Le domaine d'action propre des collectivités locales</i>	19
1. Les affaires réglées par la commune dans le domaine d'action propre	20
2. Les moyens d'action des communes	25
3. Les mécanismes d'intervention de l'Etat	27
C. — <i>Conclusion sur la subsidiarité territoriale</i>	30
III. — LA SUBSIDIARITÉ FONCTIONNELLE	30
A. — <i>L'intervention des pouvoirs publics dans l'économie et ses limites</i>	31
B. — <i>La privatisation et ses limites</i>	36
1. L'administration économique privée (<i>Privatwirtschaftsverwaltung</i>)	38
2. L'administration dotée de puissance publique (<i>Hoheitsverwaltung</i>)	38
C. — <i>Conclusion sur la subsidiarité fonctionnelle</i>	42
Belgique , par Pierre NIHOUL et Bruno LOMBAERT	43
I. — LA SUBSIDIARITÉ TERRITORIALE	43
A. — <i>La détermination de l'autonomie locale</i>	45
B. — <i>La subsidiarité comme principe de protection de l'autonomie locale</i>	50
C. — <i>Conclusion</i>	57
II. — LA SUBSIDIARITÉ FONCTIONNELLE	59
A. — <i>La subsidiarité et le droit public belge de l'économie</i>	60
1. La subsidiarité : quelle existence ? quelle valeur ?	60
2. La subsidiarité : quelle portée ?	67
3. Conclusion	73
B. — <i>La subsidiarité et le droit économique européen</i>	74

	PAGES
Espagne , par Manuel REBOLLO PUIG et Mariano LÓPEZ BENITEZ	81
I. LA SUBSIDIARITÉ TERRITORIALE	81
A. <i>L'application de la subsidiarité territoriale à l'administra- tion locale</i>	81
B. <i>L'administration locale dans la Constitution espagnole : décentralisation et autonomie</i>	83
C. <i>La configuration concrète de l'autonomie locale par les lois de l'Etat et des communautés autonomes</i>	85
D. <i>La garantie institutionnelle de l'autonomie locale et le prin- cipe de subsidiarité</i>	86
E. <i>La fonction spécifique et la place de la loi sur les fondements du régime local de 1985 dans la perspective d'une définition de l'autonomie locale</i>	89
1. Les compétences locales dans la loi sur les fondements du régime local	90
2. La libre gestion dans la loi sur les fondements du régime local et, en particulier, la possibilité de substitution ou de subrogation	93
F. <i>Le principe de subsidiarité comme moyen de renforcer la garantie de l'autonomie locale et, en particulier, l'attribution de compétences aux administrations locales</i>	96
G. <i>La Charte européenne de l'autonomie locale, le principe de subsidiarité et son intégration dans le droit local espagnol</i>	98
H. <i>La subsidiarité du Traité instituant la Communauté euro- péenne et les tentatives d'en faire un principe général du droit s'appliquant également à l'organisation interne de l'Espagne</i>	100
I. <i>La relecture ou la nouvelle interprétation de l'autonomie locale à la lumière du principe de subsidiarité</i>	101
J. <i>L'allusion réitérée et de plus en plus fréquente au principe de subsidiarité dans les déclarations officielles et les textes légaux</i>	102
K. <i>La subsidiarité et la substitution dans l'exercice des compé- tences locales</i>	104
L. <i>L'avenir du principe de subsidiarité dans la configuration de l'administration locale espagnole</i>	107
II. LA SUBSIDIARITÉ FONCTIONNELLE	108
A. <i>Le principe de subsidiarité fonctionnelle ou économique dans la législation espagnole</i>	108
B. <i>Le modèle économique de la Constitution espagnole de 1978</i>	111
1. La liberté d'entreprise	112
2. L'habilitation à l'exercice de l'initiative publique économique	113

	PAGES
C. — <i>Les conséquences juridiques du modèle économique constitutionnel et son incidence sur le principe de la subsidiarité</i>	114
1. La situation d'égalité sur le marché entre les entreprises publiques et les entreprises privées	114
2. La réserve de ressources et de services essentiels pour le secteur public	118
D. — <i>La défense publique du marché</i>	118
E. — <i>L'ordonnancement public du marché et la prétendue déréglementation de l'activité économique</i>	120
1. Le phénomène des privatisations	121
2. La libéralisation de l'activité économique et ses diverses manifestations	122
France, par Alain-Serge MESCHERIAKOFF	125
I. — LA SUBSIDIARITÉ TERRITORIALE	129
A. — <i>L'exclusion radicale du principe de subsidiarité dans le cadre de l'organisation administrative républicaine classique</i>	130
1. Le système de centralisation de 1789-1791 exclut la subsidiarité	130
2. La décentralisation ne met pas en œuvre la subsidiarité	134
B. — <i>L'introduction limitée de la subsidiarité territoriale dans l'administration française</i>	137
1. L'intercommunalité et le principe de subsidiarité territoriale.	137
2. La déconcentration et la subsidiarité territoriale	141
C. — <i>Conclusion de la première partie</i>	143
II. — LA SUBSIDIARITÉ FONCTIONNELLE	144
A. — <i>L'affirmation du principe de la liberté du commerce et de l'industrie et la notion de subsidiarité</i>	145
1. Le principe général du droit applicable de la liberté du commerce et de l'industrie	145
2. Le principe général du droit applicable de la liberté de concurrence	148
B. — <i>La subsidiarité et la place des principes jurisprudentiels par rapport aux règles écrites</i>	149
III. — CONCLUSION	151
Grèce, par Epaminondas SPILIOPOULOS et Petros PARARAS	153
I. — LA SUBSIDIARITÉ ET LA DÉCONCENTRATION	153
II. — LA SUBSIDIARITÉ ET LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	155
III. — LA SUBSIDIARITÉ ET LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	159

	PAGES
IV. — LA SUBSIDIARITÉ AU SENS FONCTIONNEL	159
Italie , par Luciano VANDELI	161
Luxembourg , par Marc THEWES	165
INTRODUCTION	165
I. — LA SUBSIDIARITÉ TERRITORIALE	166
A. — <i>Le principe de subsidiarité et le principe de l'autonomie locale</i>	166
B. — <i>L'autonomie communale</i>	167
C. — <i>L'incidence du contrôle de tutelle</i>	172
II. — LA SUBSIDIARITÉ FONCTIONNELLE	174
A. — <i>La subsidiarité dans le droit public de l'économie luxembourgeois</i>	174
B. — <i>L'Etat, régulateur de l'économie.</i>	176
CONCLUSION.	179
Norvège , par Eivind SMITH.	181
I. — LE PRINCIPE DE SUBSIDIARITÉ	181
II. — LES NORMES APPLICABLES	184
III. — LA SUBSIDIARITÉ TERRITORIALE : DE L'AUTONOMIE LOCALE DANS UN ÉTAT CENTRALISÉ ?	188
IV. — LA SUBSIDIARITÉ FONCTIONNELLE : LE RETOUR AU MARCHÉ ? .	193
V. — LE RÔLE DE LA JUSTICE.	200
Pays-Bas , par Willem KONIJNENBELT et James Stewart WATSON	203
I. — LA SUBSIDIARITÉ TERRITORIALE	203
A. — <i>La subsidiarité territoriale, un principe constitutionnel ?</i>	203
B. — <i>Les manières de « laisser » des pouvoirs d'administration aux collectivités territoriales et leur importance pratique</i>	207
C. — <i>La « subsidiarité » dans les lois organiques</i>	211
D. — <i>La politique de décentralisation.</i>	213
E. — <i>Les cas de carence</i>	215
II. — LA SUBSIDIARITÉ FONCTIONNELLE	217
A. — <i>Introduction.</i>	217
B. — <i>Plus de concurrence : le retrait de l'administration du marché ?</i>	218

	PAGES
1. La dérégulation	219
2. La nouvelle législation de la concurrence	222
3. La libéralisation	223
4. Les critiques de la libéralisation	228
C. — <i>Conclusion</i>	229
Portugal , par J. Sérvulo CORREIA	231
I. — LA SUBSIDIARITÉ FONCTIONNELLE : LE RÔLE SUBSIDIAIRE DE L'ÉTAT EN DROIT PUBLIC ÉCONOMIQUE	235
II. — LA SUBSIDIARITÉ TERRITORIALE	239
République Fédérale d'Allemagne , par Winfried KLUTH	247
INTRODUCTION	247
I. — LA SUBSIDIARITÉ, PARTIE INTÉGRANTE DE LA LOI FONDAMEN- TALE	248
A. — <i>La subsidiarité n'a pas été ancrée dans la Loi fondamentale en tant que principe constitutionnel général</i>	248
B. — <i>Le principe de subsidiarité sous-tend certaines dispositions particulières de la Loi fondamentale</i>	249
C. — <i>La signification du nouvel article sur l'Europe</i>	251
II. — LA SUBSIDIARITÉ DANS LE DROIT PUBLIC ÉCONOMIQUE	252
A. — <i>La liberté économique et la réglementation du droit privé</i>	252
B. — <i>Les dispositions particulières réglementant certains secteurs économiques</i>	255
1. La sauvegarde de l'infrastructure des chemins de fer, de la poste et des télécommunications	255
2. Le droit économique des communes	256
3. L'aide sociale	257
4. Un bilan provisoire	258
III. — LA SUBSIDIARITÉ DANS LE DOMAINE DE L'ORGANISATION DE L'ÉTAT : LA GARANTIE CONSTITUTIONNELLE DE L'AUTONOMIE COMMUNALE	258
A. — <i>Quelle place occupe la garantie de l'autonomie?</i>	258
B. — <i>Les différentes composantes de la garantie de l'autonomie communale</i>	260
1. La garantie de la personnalité juridique	260
2. La compétence locale générale	261
3. La responsabilité propre dans l'accomplissement de ces tâches	262
4. Le détail des compétences	263

	PAGES
C. — <i>La portée et la limite de la garantie de l'autonomie communale</i>	265
D. — <i>Les rapports entre les communes et les arrondissements</i>	267
E. — <i>Le financement des communes</i>	268
CONCLUSION.	269
Conclusions , par Robert ANDERSEN.	271
I. — QUANT À LA SUBSIDIARITÉ TERRITORIALE	271
II. — QUANT À LA SUBSIDIARITÉ FONCTIONNELLE	281
Annexe : Charte européenne de l'autonomie locale, Strasbourg, 15 octobre 1985	287

IMPRIMÉ EN BELGIQUE

ETABLISSEMENTS EMILE BRUYLANT, société anonyme, Bruxelles
Prés.-Dir. gén. : JEAN VANDEVELD, av. W. Churchill, 221, 1180 Bruxelles